

## Aux sources des conflits dans la méditerranée orientale en 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Par Mr : Noureddine ZERKAOUI (Maitre assistant spécialiste  
en l'histoire moderne et contemporaine à l'université de Bejaia).

E-mail : [nourzerkaoui@gmail.com](mailto:nourzerkaoui@gmail.com)

### Résumé :

La méditerranée en général, sa rive orientale en particulier, est considérée dans sa configuration géopolitique par le passé et actuellement un espace déchiqueté, un foyer de multiples conflits, un miroir de l'inégalité nord-sud, une frontière au statut incertain entre des hommes et des Etats qui, tantôt s'affrontent, tantôt s'ignorent. En limitant l'analyse aux périodes moderne et contemporaine, on ne peut qu'être frappé par la permanence du désordre, des conflits, plutôt des crises et des guerres.

Un rappel des faits suffirait de savoir la mesure et l'ampleur des situations conflictuelles et des risques de guerre. Les problèmes multidimensionnels hérités de l'histoire, les enjeux des grandes puissances mondiales, l'enchevêtrement des ethnies et des religions, les profondes disparités économiques, le déséquilibre démographique, les évolutions internes désastreuses des états arabo méditerranéens, tout cela place «la mère de la civilisation et des mondes» au cœur des conflits et des tensions géopolitiques les plus fortes.

**Mots-clés :** méditerranée orientale, conflits, les grandes puissances, la question d'orient.

### الملخص:

يعد البحر الأبيض المتوسط عامّة، وظيفته الشرقية خاصة بسبب بنيته الجيوسياسية ماضيا وحاضرا فضاء مجزأ، مأوى لمختلف الصراعات والأزمات، صورة تعكس اللامعالية بين الشمال والجنوب، بحدود غير ثابتة بين الأفراد والدول، وتتجلى معالم ذلك في فوضى العلاقات بين الضفتين، التي ارتسمت معالمها في الأزمات والحروب التي عرفتها المنطقة عبر العصور.

تسعى هذه الدراسة إلى تتبع حجم حالة الصراع المتعدد الأوجه الذي عكسته الحروب عبر القرون، لا سيما خلال القرنين التاسع عشر والعشرين. كانت مصالح القوى الكبرى وكذا تشابك وتداخل الاتنيات والديانات، الفوارق الاقتصادية والاختلالات الديمغرافية محركات هذا الصراع. المسألة الشرقية كانت الإطار الأبرز الذي يختصر وجه الصراع.

**الكلمات المفتاحية:** البحر المتوسط الشرقي - الصراعات - القوى الكبرى - المسألة الشرقية.

**Introduction :**

La Méditerranée est à la fois cette mer calme, celle des poètes et des commerçants, mais en même temps la mer des tempêtes, des combats et des flottes de guerre. «Exceptionnelle» pour Braudel, «pays de l'articulation» selon la formule d'André Siegfried. La Méditerranée est aussi pour Edgar Morin «une ligne sismique (...), qui concentre de façon virulente l'affrontement de tout ce qui s'oppose dans la planète : Occident et Orient, Nord et Sud, islam et christianisme, laïcité et religion, fondamentalisme et modernisme, richesse et pauvreté».<sup>1</sup>

Dans sa configuration géopolitique de toujours, elle est un espace déchiqueté, un foyer de multiples conflits, un miroir des inégalités nord-sud, une frontière au statut incertain entre des hommes et des Etats qui tantôt s'affrontent, tantôt s'ignorent. En limitant l'analyse aux périodes moderne et contemporaine de cette région-là, on ne peut qu'être choqué par la permanence du désordre, des crises, des conflits et des guerres.

Un rappel des faits suffirait de savoir la mesure de l'ampleur des situations conflictuelles et des risques de guerre. Les fractures héritées de l'histoire, les jeux des grandes puissances mondiales, l'enchevêtrement des ethnies et des religions, les profondes disparités économiques, le déséquilibre démographique, les évolutions internes désastreuses des Etats arabo méditerranéens, placent «la mère de la civilisation et des mondes» au cœur des conflits et des tensions géopolitiques les plus fortes.

**1. Eléments de conflits et contextes :**

A l'époque moderne, l'établissement de l'hégémonie ottomane sur la Méditerranée orientale, la conquête du royaume arabe de Grenade par les Espagnols, la découverte des routes océaniques vers les Amériques et les fabuleuses contrées à épices d'Extrême-Orient bouleversent les relations politiques, économiques et culturelles entre les deux rives de la Méditerranée. Celle-ci perd peu à peu son rôle de carrefour entre les mondes africain, asiatique et européen. La Méditerranée devient alors un champ clos, où s'affrontent les ambitions hégémoniques françaises et espagnoles et se manifeste l'antagonisme exaspéré entre une chrétienté menée par l'Espagne et l'Islam ottoman expansionniste.

Lépante, qui n'a pas arrêté la pénétration ottomane dans le sud-est de l'Europe (en 1571), a permis pour un certain temps de délimiter deux zones d'influence: la Méditerranée occidentale et septentrionale est dominée par les Espagnols, tandis que la Méditerranée orientale et méridionale est contrôlée par la Porte (empire ottoman) et ses vaisseaux. Mise à l'écart des nouveaux circuits économiques, paralysée par les dispositifs militaires des impérialismes antagonistes, la Méditerranée est livrée aux corsaires barbaresques, aux galères de Malte ou aux escadres expédiées par l'Angleterre de Cromwell et la France de Louis XIV.

Mais la décadence de la puissance espagnole, puis le déclin de l'Empire ottoman, l'intérêt croissant de la Grande Bretagne pour ce «ventre de l'Europe», et cet axe de transit entre l'Océan Indien et les deux rives de l'Atlantique, font pénétrer la Méditerranée dans la trame compliquée du grand jeu européen. La Grande-Bretagne élabore une politique méditerranéenne qui, par Gibraltar, la conduira ensuite à Malte et jusqu'au Proche-Orient. La France pour sa part s'installe en Corse, contrôle l'Ordre de Malte et convoite de s'installer en Egypte. Bonaparte réalisera le projet pour un temps (1798-1801). Enfin, l'Autriche et la Russie, deux puissances déterminées et ambitieuses, rivalisent dans les Balkans et en Méditerranée orientale.

A la fin du XVIIIème siècle, le poids économique et culturel de la Méditerranée est certes inférieur à celui de la façade atlantique de l'Europe, mais l'espace méditerranéen redevient «le pays de l'articulation». L'installation de l'Angleterre en Inde confère aux routes qui y mènent une importance considérable. La Russie et l'Autriche s'étendaient aux dépens de l'Empire ottoman. D'où l'acuité croissante au XIXème siècle de *la question d'Orient*, du problème de la Méditerranée orientale et de ses confins. La Méditerranée est alors une des zones principales d'affrontement entre les deux impérialismes britannique et français, le centre des rivalités internationales avec la montée des ambitions italiennes, la vocation maritime de l'Autriche, et la poussée de la Russie. Vient ensuite le temps du partage de l'Orient et de la rive sud entre Anglais (Egypte, Malte), Français (Algérie, Tunisie, Maroc), Italiens (Libye, Dodécannèse) et Espagnols (Rif marocain). Et une fois, La menace allemande disparue, la Russie écartée, l'antagonisme franco-britannique se ranime à propos de la dévolution des possessions ottomanes. La Grande-Bretagne juge, en effet, indispensable de contrôler la Méditerranée orientale pour assurer aussi bien la sécurité des liaisons dans l'empire britannique, que le ravitaillement en pétrole de la

flotte. Elle finit par laisser pour la France le mandat sur la Syrie et le Liban, en s'assurant celui de la Palestine, de la Transjordanie et de l'Irak. Ainsi, la Méditerranée devient notamment entre les deux guerres mondiales une extension géopolitique de l'Europe.<sup>2</sup>

## **2. L'avènement de la question d'Orient et la recrudescence des crises et conflits :**

La récurrence des crises méditerranéennes au 19<sup>ème</sup> siècle illustre le caractère insoluble des conflits ayant pour scène l'empire ottoman, et pour protagonistes les nations européennes, à savoir la Russie qui surveille les détroits (Bosphore et Dardanelles), dans le but d'acquérir un débouché maritime, le Royaume-Uni intéressé au maintien de la liberté de commerce en méditerranée orientale, porte des Indes, la France qui tente de retrouver un rôle international.

L'indépendance grecque, puis l'affaire égyptienne révèlent de surcroît l'usure du « système Metternich »<sup>3</sup> ; les puissances se détournant de l'esprit d'équilibre des années 1815 ne cachent plus leurs appétits expansionnistes.

L'« homme malade de l'Europe »<sup>4</sup> tient sa faiblesse de son extension territoriale, de la diversité des peuples qui l'habitent comme de l'anarchie interne qu'il connaissait.

Etendu sur trois continents : Afrique, Asie, Europe, l'empire des sultans, mosaïque religieuse, puisque des musulmans et des chrétiens orthodoxes, maronites et catholiques y sont établis. Cette multiplicité entraîne une différence de statut (*millet*)<sup>5</sup> en défaveur des populations chrétiennes astreintes au paiement des redevances et à la culture des terres que seuls les musulmans sont autorisés à posséder.

Le pouvoir exercé de façon chaotique par les sultans de Constantinople, chefs politiques et religieux, est détenu en réalité par les vizirs et les pachas ; les ordres des souverains sont contestés par leurs proches (les complots du sérail l'attestent), par les janissaires qui s'opposent à toute modernisation de l'armée, tel Méhémet Ali en Egypte. Les populations de l'empire sont, en outre, divisées à propos de l'attitude à adopter envers les étrangers : xénophobes dans les îles égéennes des échanges avec l'occident.<sup>6</sup> Cette absence de cohésion de l'empire<sup>6</sup> incite les puissances européennes à intervenir.<sup>7</sup>

### 3. L'indépendance de la Grèce.

La communauté *hellène* de l'empire est forte de son nombre et de son homogénéité religieuse, économique et intellectuelle. En effet, les trois millions de grecs soumis à l'obédience du patriarche de Constantinople, leur représentant auprès du sultan, sont fréquemment des commerçants établis dans les villes (la capitale Athènes, Salonique, Smyrne) et les îles ; ils se montrent plutôt favorables aux idées vantant l'indépendance, la liberté et la démocratie qu'ils connaissent par l'intermédiaire des sociétés de pensées, ou par celui de leurs compatriotes installés en occident.

En 1821, un soulèvement né à Odessa dans la société grecque *l'Hétairie* vise à obtenir du sultan l'autonomie des territoires grecs pour en confier la tutelle à un prince chrétien (comme cela s'était passé en Serbie en 1812) ; au prix d'atrocités tels les massacres de Chio, Les grecs proclament leur indépendance au congrès national d'Epidaure (1822). Cette révolte divise les puissances<sup>8</sup> : condamnable au nom du principe de légitimité approuvé par les membres de la sainte-alliance, elle apparaît aussi comme la dénonciation, justifiée aux yeux des nations chrétiennes, d'une tutelle musulmane ; portant, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, inquiètes du rôle joué par la Russie dans la rébellion, n'apportent pas aux insurgés l'appui militaire escompté ; et le sultan aidé par les forces égyptiennes reconquiert la Morée (massacre de Missolonghi, 1826) et l'attique (capitulation d'Athènes, 1827).<sup>9</sup>

Le conflit, internationalisé désormais, connaît des prolongements. L'Europe s'enflamme en effet pour la cause grecque ; les milieux politiques, conservateurs comme libéraux organisent des comités de soutien et collectes, les intellectuels illustrent à la plume (Lamartine, Hugo, en France par exemple).

L'action diplomatique s'intensifie, quand le tsar *Nicolas premier*, laisse planer la menace d'une guerre russo-turque ; la Grande-Bretagne s'institue alors, malgré le refus du sultan, médiateur les insurgés, et le traité de Londres (1827) impose une armistice. Les puissances usant de l'intimidation réalisent le blocus naval de la Morée ; cette manœuvre tourne au conflit ouvert, lorsque l'escadre franco-anglo-russe envoie par fond la flotte égyptienne en rade de Navarin (1827).

Le sultan appelle alors à la « guerre sainte », tandis que les armées russes entrent en Turquie et que la France et la Grande-Bretagne préparent un débarquement en Morée.

Mais comme la Russie et la Grande-Bretagne ne souhaitent pas s'affronter directement en Méditerranée, la paix est conclue par le traité d'Andrinople (1829) : la Grèce amputée territorialement y acquiert l'autonomie (suivie en 1830 de l'indépendance) et devient une monarchie héréditaire dont le trône est attribué, par les puissances, au prince *Othon* de Bavière ; la Russie obtient des possessions territoriales, la liberté de commercer dans l'empire ottoman et celle de franchir les détroits, avantage précieux sur sa rivale britannique.<sup>10</sup> Ainsi, La portée de la révolte grecque est immense : on oublie les revers subis par les insurgés ou la timidité des puissances ; le mouvement des nationalités en sort idéalisé.<sup>11</sup>

#### 4. L'affaire égyptienne :

Elle atteste aussi les divisions entre les puissances. En Égypte, province ottomane, *Méhémet Ali*, gouverneur depuis 1806, désireux d'être récompensé après son aide apportée au sultan contre les grecs, souhaiterait agrandir son territoire de la Crète et faire de la méditerranée orientale un « lac égyptien » : il demande aussi l'hérédité du pouvoir pour son fils.<sup>12</sup> Ces ambitions inquiètent davantage les états européens que la « Porte » : la Russie redoute un voisin puissant ; la Grande-Bretagne estime que même « malade », l'empire contient les visées russes sur la région des détroits (les faveurs octroyées au commerce britannique dans les régions ottomanes confortent ce sentiment) ; seul le gouvernement français (et l'opinion alors férue d'orientalisme) se félicite que l'Égypte constitue un point d'appui au moment où s'engage la colonisation de l'Algérie.<sup>13</sup>

Le Pacha, fort de ces divergences, soumet la Syrie (1832), vainc les turcs à Konieh et marche sur Constantinople ; le Tsar envoie alors des renforts au sultan, et conclut avec ce dernier, à la colère franco-anglaise, une alliance fermant les détroits à tous les ennemis des russes en cas de guerre (traité d'Unkiar-Sélessi, 1833). Nicolas 1<sup>er</sup> a donc judicieusement profité de la faiblesse de son voisin et principal ennemi. Les Britanniques, menacés à l'est par la Russie et au sud par la France établie en Algérie et protectrice du Pacha, semblent évincés du Proche-Orient. Afin de rétablir leur prééminence, ils incitent le sultan à la revanche<sup>14</sup> : les turcs sont vaincus sans que la Russie, aux prises avec des difficultés financières, puisse les aider. **Palmerston** obtient alors l'internationalisation du conflit et fait placer l'empire sous le protectorat collectif des européens, et non plus seulement des russes. Ce succès anglais tient aussi

aux erreurs d'appréciation de **Thiers** qui cherche à nouer une négociation directe entre le sultan et le pacha lorsque par les accords de Londres (1840) l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche obligent Méhémet-Ali à restituer ses conquêtes. Celui-ci en appelle à la France où Thiers se dit disposé à « tenir tête à l'Europe ». Louis-Philippe, plus réaliste, le remplace aux affaires par Soult et accepte la convention des détroits (1841) qui attribue héréditairement l'Égypte au Pacha, au prix de la perte de la Syrie et d'une limitation de son armée, et ferme les détroits aux navires de guerre. Cette manœuvre britannique prive le Tsar de l'accès à la méditerranée et préserve du même coup la sublime porte de l'influence russe ; la France se voit reconnaître la possession de l'Algérie, mais dénier toute influence au-delà ; le Royaume-Uni a donc recouvré ses positions en méditerranée, après une alerte assez sévère pour que d'autres accès à l'Inde aient été recherchés (installation à Aden en 1839).

Les puissances continuent après 1841 à convoiter l'Empire ottoman : « Nous avons sur les bras un homme gravement malade, ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises », dit le Tsar (Nicola 1<sup>er</sup>), qui élabore plusieurs plans de partage de l'empire. Tous achoppent sur la question des relations entre orthodoxes et latins à propos de la protection des lieux saints. La guerre de Crimée (1853-1856) illustre ces clivages, qui opposent les ottomans aux russes occupants des principautés roumaines au motif d'y assurer la sécurité des orthodoxes. La Grande-Bretagne, par intérêt économique et stratégique, et la France, en quête de prestige, se joignent au conflit<sup>15</sup>. Les opérations militaires meurtrières (siège de Sébastopol) connaissent leur conclusion lors du congrès de Paris (1856) au désavantage de la Russie, car la « Porte » demeure sous la garantie collective des puissances, ce qui brise toute velléité de protectorat singulier ; la mer Noire est neutralisée, cela interdit aux russes d'y entretenir des arsenaux ou une flotte, et ceux-ci perdent même les principautés roumaines, devenues autonomes. Les autres nations sont satisfaites : l'Autriche obtient la liberté de naviguer sur le Danube, la France retrouve un rôle international, la Grande-Bretagne pense connaître « dix ans de tranquillité dans les détroits », et les Piémontais associés au congrès ont posé publiquement la question de l'unité italienne.

Les crises méditerranéennes illustrent, dans leur complexité, le caractère circonstanciel du concert des nations ; cette entente, cimentée par la volonté de contrer le renouveau français et la diffusion d'idées « pernicieuses », a cédé devant les

visées expansionnistes de la Russie et le pragmatisme britannique qui se refuse à laisser un état dominer le continent. Mais, paradoxalement, le système de Metternich qui encourageait la rivalité anglo-russe pour mieux s'imposer, créer un foyer de tensions persistantes, générateur de déséquilibres pour toutes les nations.

## **5. La question d'Orient durant le 20<sup>ème</sup> siècle : « le borbier méditerranéen ».**

### **a. Chypre : naissance d'une crise qui va perdurer la conflictualité dans la méditerranée :**

**Domination ottomane (1571–1878) :** Les Ottomans, qui contrôlaient Chypre pendant trois cent sept ans, introduisaient deux mesures, l'une positive, l'autre négative, dont l'effet fut de longue durée. Ils introduisaient, d'abord, *le système des millets* à Chypre (comme ailleurs), permettant à l'Eglise de Chypre de gérer ses propres affaires, qui mit fin à la pression constante exercée par l'Eglise catholique romaine sur l'orthodoxie chrétienne.

En effet, à la fin de la domination ottomane, l'Eglise de Chypre se trouva, d'une certaine manière, dans une position plus forte que celle qu'elle avait occupée pendant des centaines d'années. Toutefois, avec le déclin et la perte de pouvoir de l'Empire ottoman, la domination ottomane à Chypre se fit brutale et corrompue. La seconde mesure fut l'installation de milliers de Turcs ottomans dans l'île, Parmi eux figuraient des janissaires.<sup>16</sup> Ainsi, la population musulmane originelle de Chypre n'est pas de pure souche turque. En outre, un petit nombre de chrétiens orthodoxes et catholiques romains se sont convertis, dit-on, à la religion musulmane, afin d'échapper à une imposition trop lourde et à un statut social inférieur. Les conversions forcées à l'islam suivirent le déclenchement de la Guerre d'indépendance grecque en 1821.

La période ottomane fut relativement calme, à l'exception de quelques protestations occasionnelles, en général à propos des lourdes taxes imposées par les Ottomans. Il convenait de mentionner certains événements démontrant à la fois l'attrait de Chypre en tant que possession stratégique et les effets de la lourde taxation<sup>17</sup>. En 1765, le Grand Vizir de Constantinople avait reconnu effectivement que les Grecs étaient taxés trop lourdement par le gouverneur ottoman de Chypre, Cil Osman. Lorsque ce dernier fut soupçonné de tenter de tuer ; ceux invités à entendre la proclamation du Vizir



annonçant une réduction des taxes, chrétiens et musulmans s'unirent pour le couper en morceaux.

Le soulèvement de 1804 fut une affaire moins nette, que l'on a comparée à une révolution. Les intérêts franco britannico-russes s'affrontaient en Méditerranée orientale. Les Russes avaient considérablement augmenté leur influence au sein de l'Empire ottoman par le biais du traité de Küçük Kainardji en 1774, par lequel la Russie était devenue la protectrice des chrétiens orthodoxes.

Hadjigeorgakis Kornesios, le drogman<sup>18</sup> acquit un pouvoir accru grâce à sa nomination à vie par le sultan. La France de Napoléon, inquiète à propos de la politique prétendument pro-russe du drogman, alimenta les tensions, et une révolte éclata contre le drogman et l'Archevêque. Lorsque le drogman convainquit le sultan de réprimer la révolte, la France exerça des pressions sur le sultan pour l'obliger à faire volte-face, ce qui aboutit à l'exécution du drogman. Toute l'affaire confuse était le résultat d'une politique intéressée des grandes puissances à un moment où l'Empire ottoman entamait sa lente descente dans l'oubli.

### **L'indépendance grecque et la question chypriote :**

L'année 1821 s'avérait plus importante encore que 1804. Étant donné que les mouvements nationalistes mis en action par la Révolution française et habilement exploités par Napoléon Bonaparte, trouvaient à présent leur expression à travers les Balkans et le monde grec ; que les régions soient contrôlées par les Ottomans ou par les Austro-hongrois, qui étaient tous deux parvenus à un arrangement concernant le contrôle de leurs régions respectives, avec l'appui de la Grande-Bretagne.

L'Eglise de Chypre se montrait naturellement réticente à apporter un appui manifeste aux Grecs, étant donné que les Ottomans étaient bien établis à Chypre, située bien plus près de l'Anatolie que de la Grèce continentale. Soupçonnant un déploiement d'efforts clandestins de l'extérieur en vue d'inciter les Grecs de Chypre à se révolter contre les Ottomans, le sultan avait envoyé des renforts à Chypre et avait approuvé l'exécution de près de cinq cents notables. L'Archevêque et un nombre de prélats avaient été pendus ou décapités, puis suivis une nouvelle série de mises à mort.

Durant la lutte pour l'indépendance grecque, même les parties du monde grec trop éloignées de la Grèce continentale pour vaincre les Ottomans, telles que Chypre, ne pouvaient rester indemnes. Divers massacres étaient perpétrés, comme celui de l'île de Chios, qui indignait fortement l'opinion publique en Europe. En tout cas, Chypre, à l'instar d'autres îles, avait adhéré à la Megali Idea (Grande Idée), dont le but était d'unifier tous les Grecs. Lorsque les Ottomans cédèrent le pouvoir à Chypre, ils léguèrent une Eglise puissante, prédestinée à jouer un rôle dominant dans la recherche de l'indépendance à l'égard des nouveaux dirigeants et dans le mouvement en faveur de l'enosis (union) avec la Grèce.<sup>19</sup>

### **Domination britannique (1878–1960)**

La rivalité et l'ambition stratégique des grandes puissances qui valurent à Chypre. Désireuse de combattre l'influence de la Russie dans la Méditerranée et de protéger sa route vers l'Inde, la Grande-Bretagne acquit l'île en 1878 ; Chypre fut obtenue en tant que "place d'armes, et pour surveiller une Anatolie instable". Contrairement à la conquête ottomane de 1571, la prise de contrôle britannique fut essentiellement une opération qui se déroula sans heurts et dans les coulisses, provoquant la colère de la France en particulier, qui avait elle-même des visées sur Chypre. La Grande-Bretagne, notamment son Premier ministre, *Benjamin Disraeli*, s'inquiétaient de la victoire russe sur les Ottomans en 1877, qui accrut l'influence russe en Méditerranée orientale, en particulier en créant une grande Bulgarie, indépendante et pro-russe (traité de saint Stefano de 3 mars 1878). Ainsi, lors du Congrès de Berlin l'année suivante (13 juin-13 juillet 1878), où les Britanniques tentèrent d'affaiblir l'influence de la Russie, ces derniers signèrent un accord secret avec les Ottomans, par lequel ces derniers acceptaient de louer Chypre à la Grande-Bretagne, qui assurerait en contrepartie leur protection contre la Russie.

Cependant, plutôt que de payer les Ottomans, la Grande-Bretagne se contenta d'effacer une partie des dettes de l'Empire ottoman qui était en train de s'effondrer<sup>20</sup>.

Lorsque le commandant britannique, Wolsey, arriva le 22 juillet 1878 pour prendre possession de l'île. L'administration britannique accorda à la population locale un degré d'autonomie plus important que celui dont elle bénéficiait auparavant, sous la forme d'un conseil législatif, composé de chrétiens orthodoxes, de fonctionnaires britanniques et de musulmans. Les musulmans et les fonctionnaires britanniques

contrebalançait les chrétiens orthodoxes, la voix prépondérante revenant au Haut Commissaire britannique. Ce fait irritait parfois l'élément chrétien orthodoxe de la population.<sup>21</sup>

En 1914, à la suite de l'entrée de l'Empire ottoman dans la Première guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne, la Grande-Bretagne annexa Chypre, puis l'offrit à la Grèce, à condition que cette dernière entre en guerre contre l'Allemagne. Au moment où la Grèce rejoignit l'Entente en 1917 (après la victoire des vénizélistes sur le gouvernement du Roi), l'offre avait été retirée. Aux termes du Traité de Lausanne de 1923, la nouvelle République de Turquie céda Chypre à la Grande-Bretagne et renonça à toutes ses revendications sur les territoires ayant relevé précédemment de sa juridiction.

En 1925, la Grande-Bretagne proclama Chypre colonie de la Couronne. Mais en 1931, lorsqu'un Chypriote turc se joignit aux Chypriotes grecs pour voter contre des mesures fiscales mises en place par les Britanniques. Le refus de Londres de reconnaître le vote entraîna des émeutes, la résidence du Gouverneur général fut incendiée et la constitution fut révoquée, à tout jamais.<sup>22</sup>

### **Le Mouvement de libération**

Etant donné la majorité écrasante des habitants d'origine et de culture grecque, associée au pouvoir et à la pression de l'Eglise de Chypre, un mouvement de libération et d'union avec la Grèce fut aussi naturel qu'inévitable, bien que le ministère des Colonies britannique eût tenté de minimiser la question.

Le traité de Lausanne (1923) avait cependant jeté un froid sur les idées d'élargissement de la Grèce et, après les émeutes de 1931, une domination britannique plus ferme, en association avec la politique probritannique du Premier ministre grec, Venizelos, et le traité d'amitié avec la Turquie, contraignit *l'énosis* (l'Union) à la clandestinité, bien que les demandes d'union avec la Grèce aient été reprises durant la Seconde guerre mondiale.

Lorsque l'archipel du Dodécanèse fut donné à la Grèce en 1947, ces demandes avaient été plus pressantes, renforcées par le retrait des Britanniques de Palestine et leur retrait imminent de L'Inde. Les demandes d'énosis redoublèrent d'intensité, entraînant une détérioration des relations gréco-anglaises.<sup>23</sup> Et c'est En 1950, que

l'Eglise de Chypre organisa un plébiscite sur l'énosis auprès des chrétiens grecs orthodoxes, avec 96 pour cent de vote favorable. mais à la suite du refus du Premier ministre britannique, Eden, de discuter l'autodétermination de Chypre, la situation s'envenima et le gouvernement grec porta l'affaire devant l'Assemblée générale de l'ONU. Entre-temps, l'évêque charismatique de Kition, le futur président, fut élu archevêque sous le nom de Makarios III, et assumait la direction politique de la lutte anticoloniale. Le colonel Georghios Grivas, un officier de l'armée grecque d'origine chypriote, lança et dirigea une campagne de guérillas par l'intermédiaire de l'organisation clandestine EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes) le 1er avril 1955, destinée à évincer les Britanniques et à réaliser l'énosis. La réponse de la Grande-Bretagne fut que le meilleur moyen d'éviter que la question ne soit portée devant les Nations unies était de tenir une conférence tripartite (entre la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie) afin de discuter des "questions politiques et de défense, concernant la Méditerranée orientale, y compris Chypre."

La conférence portait essentiellement sur Chypre; mais de façon à impliquer à nouveau la Turquie dans l'affaire de Chypre, au mépris du Traité de Lausanne. La Turquie accepta l'invitation à la conférence avec empressement, tandis que la Grèce hésita et n'accepta que le 5 juillet, trois jours après l'acceptation de la Turquie, pensant apparemment que la Turquie ne serait invitée qu'en qualité d'observateur. La réalité dans les coulisses était très différente de ce qui était présenté. L'objectif de la Grande-Bretagne était en premier lieu de diviser les Grecs et les Turcs, et en second lieu, d'assurer de ce fait l'échec de la conférence, laissant ainsi le pouvoir entre les mains de la Grande-Bretagne.<sup>24</sup>

### **Conséquences**

La conférence échoua rapidement, comme s'y attendait le gouvernement britannique, et quelques émeutes anti-grecques bien coordonnées éclatèrent en Turquie, précédées par une explosion de bombe mystérieuse au consulat de Turquie à Thessalonique. Ni la police ni l'armée n'avaient tenté de protéger les biens et de retenir les pilliers. Cet événement marqua la fin des relations gréco-turques, froides mais néanmoins raisonnablement correctes, qui existaient depuis 1930, et le début de l'exode des ressortissants grecs de Turquie aussi bien que des citoyens turcs d'origine grecque

d'Istanbul et des îles d'Imbros et de Tenedos, qui s'accéléra dramatiquement neuf ans plus tard.

Alors que la lutte anti-coloniale pour la libération de Chypre se poursuivait, la Grande-Bretagne travailla secrètement avec les autorités turques, en les encourageant à demander la partition de l'île. La Turquie créa l'organisation paramilitaire de défense turque (TMT) à la fin des années 1950 en vue de contrôler la communauté chypriote turque et ses dirigeants ainsi que de promouvoir sa politique partitionniste dans l'île. La TMT provoqua des agitations contre les Chypriotes grecs durant la lutte anti-coloniale et après l'indépendance. Elle fut également responsable de l'assassinat des Chypriotes turcs modérés qui s'étaient opposés à ses visées partitionnistes.

Les Britanniques discutèrent de diverses propositions avec l'archevêque Makarios, dont l'une des plus connues était le "Plan Macmillan". Celui-ci aurait entraîné la division de l'île entre les Chypriotes grecs et turcs pendant sept ans, suivie de la souveraineté commune de la Grande-Bretagne, de la Grèce et de la Turquie. Seule la Turquie accepta le plan, ce qui permit à la Grande-Bretagne de continuer d'exercer des pressions : le 9 mars 1956, la Grande-Bretagne fit déporter l'archevêque Makarios et trois de ses proches collaborateurs aux Seychelles. Les Etats-Unis, préoccupés par la tension régnant entre deux alliés de l'OTAN, la Grèce et la Turquie, accrurent leur pression sur la Grande Bretagne, la Grèce et la Turquie pour trouver un moyen de sortir de l'impasse. Les Premiers ministres grecs et turcs, Constantinos Karamanlis et Adnan Menderes, se rencontrèrent à Zurich en février 1959.<sup>25</sup>

### **Indépendance de La République de Chypre (1960)**

Ils convinrent d'un projet de plan pour l'indépendance de Chypre, qui serait dirigée respectivement par un président chypriote grec et un vice-président chypriote turc. Le 19 février, à Londres, les gouvernements grec, turc et britannique se réunissaient pour en finaliser les arrangements. Ces accords mettant fin à la domination britannique comprenaient une constitution et trois traités : le Traité de garantie, le Traité d'alliance et le Traité d'établissement.

A la fin des négociations, la Grande-Bretagne gardait certains sites stratégiques, des droits de survol et divers droits de passage. Les arrangements, en quelque sorte uniques, tendaient à affaiblir l'idée d'une souveraineté et d'une indépendance

complètes, Plus de la moitié du texte était consacrée aux Bases souveraines britanniques (SBAs) et aux intérêts connexes. Le reste avait trait à des questions financières et de nationalité découlant de la fin de la domination coloniale. Le Traité d'alliance instituait le cadre de coopération entre la Grèce, la Turquie et Chypre, la formation d'une armée chypriote ainsi que le stationnement de 950 et 650 soldats grecs et turcs respectivement sur l'île, Le Traité de garantie interdisait l'union avec un autre pays, de même que le partage de l'île, et rendait la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie solidairement responsables de l'indépendance, de la souveraineté et de la sécurité de Chypre.<sup>26</sup>

Le paquet définitif accordait plus d'influence aux Chypriotes turcs que ce que méritait leur nombre, (par exemple 30 pour cent des postes de fonctionnaires). En définitif, les Chypriotes turcs auraient eu des droits de véto en matière d'affaires étrangères, de défense, de sécurité et de fiscalité.

La complexité de l'arrangement postcolonial dans son ensemble reflétait un éventail d'intérêts extérieurs qui affaiblissaient l'idée d'un Etat unitaire fondé sur des droits égaux. Il y avait d'abord l'intérêt anglo-américain à maintenir les bases à des fins militaires (avant même la débâcle de Suez en 1956, la Grande-Bretagne avait commencé à déplacer à Chypre ses opérations d'écoute électronique du Moyen-Orient).<sup>27</sup> en second lieu, il y avait la nécessité perçue de maintenir Chypre dans la sphère de l'OTAN (même si elle n'en était pas membre); en troisième lieu, un besoin concomitant de combattre l'influence soviétique en Méditerranée orientale, tout comme cela avait été le cas avec la Russie à partir de la fin du dix-huitième siècle; et, en quatrième lieu, il y avait les intérêts de la Grèce et de la Turquie à conserver leur influence.

Bien qu'ayant finalement signé les accords de Zurich et de Londres, les communautés chypriotes grecque et turque ne jouèrent pas de rôle important dans leur rédaction. Dans le fond, les accords et la constitution ont tous deux été imposés au peuple chypriote, à qui l'occasion n'a jamais été donnée d'exprimer son opinion par un vote.

### La crise de 1963–64

Les puissances garantes avaient laissé un travail essentiel inachevé, lors de l'indépendance de Chypre, le 16 août 1960 : la question des municipalités séparées, à savoir les détails de l'administration au niveau local. La question devait être abordée lors des négociations postérieures à l'indépendance entre les chambres communales chypriote grecque et turque.

Le président Makarios se vit contraint de proposer treize amendements à la constitution visant à "éliminer les obstacles au bon fonctionnement et au développement de l'Etat".<sup>28</sup> Les amendements proposés furent immédiatement rejetés, initialement par la Turquie, et ensuite par les dirigeants chypriotes turcs, qui s'alignèrent sur la politique d'Ankara aspirant à la partition de l'île. Le vice-président chypriote turc de Chypre déclara la constitution morte, alléguant que les deux communautés ne pouvaient pas travailler ensemble. L'atmosphère dans l'île devint tendue et explosive, tandis qu'une série d'incidents mineurs se transformèrent en affrontements intercommunautaires, attisés par des ingérences extérieures. La crise s'internationalisa.

Face aux menaces d'invasion turques, le président Makarios remit le problème entre les mains des Nations unies. Provoquant l'indignation de la Turquie, l'ONU décida le 4 mars 1964, par le biais de la résolution 186 du Conseil de sécurité, d'utiliser la mission de bons offices du Secrétaire général de l'ONU afin de parvenir à un règlement conformément à la Charte de l'ONU ; d'envoyer un contingent de forces de maintien de la paix de l'ONU (UNFICYP) dans l'île ; de nommer un médiateur de l'ONU et de réaffirmer la souveraineté et la continuité de la République de Chypre.

Entre-temps, les violences se poursuivaient et les forces aériennes turques bombardèrent des villages chypriotes grecs et d'autres cibles civiles durant l'été, au napalm dans certains cas.<sup>29</sup> Les Britanniques et les Américains craignaient également qu'une guerre entre la Grèce et la Turquie ne porte gravement atteinte au flanc méridional de l'OTAN, au bénéfice de l'Union soviétique. Qui menaça de défendre Chypre contre l'invasion, ce après quoi les Etats-Unis avertirent la Grèce et la Turquie de ne pas entrer en guerre. Le président américain lui-même déconseilla très vivement à la Turquie d'envahir Chypre. Les Nations unies l'emportèrent. Cependant, la crise marqua le commencement de la division de facto de l'île, étant donné les

Chypriotes turcs, encouragés par la Turquie, mirent en œuvre une politique systématique d'auto ségrégation en créant des enclaves et en se retirant unilatéralement du gouvernement, du parlement et de toutes les institutions étatiques.

Pour la Grèce, le coût de la crise fut l'expulsion de la plupart des 12 000 ressortissants grecs de Turquie et de 60 000 citoyens turcs d'origine grecque d'Istanbul, d'Imbros et de Ténédos, acte auquel la Grèce avait choisi de ne pas rendre la pareille à l'égard des musulmans turcophones de Thrace, qui y prospèrent jusqu'à ce jour.<sup>30</sup>

Ainsi, la crise marqua le commencement de l'implication de l'ONU à Chypre, ce qui déplut au gouvernement turc. Les troupes du maintien de la paix de l'ONU stationnent jusqu'à ce jour dans l'île. Malgré l'implication de l'ONU via la tentative de médiation, menée par Galo Plaza, La Turquie continua de promouvoir la partition et d'armer les Chypriotes turcs ; de son côté, la Grèce envoya une division de troupes à Chypre pour défendre l'île contre une invasion turque.<sup>31</sup>

### **La crise de 1967**

Après la prise de pouvoir par les militaires en Grèce en 1967, les tensions à Chypre, alimentées par les éléments nationalistes dans les deux mères patries s'envenimèrent avec le retour de Grivas à Chypre<sup>32</sup> ; Ce dernier bénéficiait du soutien des sections ultranationalistes de la junte en Grèce. Le président Makarios, En raison de sa politique de balance des pouvoirs et de sa présence remarquée au sein du Mouvement des pays non-alignés à l'ONU, il était considéré comme prosoviétique, en particulier par les Américains et par certaines parties de la junte d'Athènes.

Les combats, provoqués initialement par les Chypriotes turcs, selon l'ONU, éclatèrent en novembre, et la menace de guerre entre la Grèce et la Turquie plana de nouveau, avec la Turquie menaçant d'envahir Chypre. Entre-temps, le gouvernement de Chypre adopta une série de mesures afin de normaliser la situation dans l'île, comprenant des incitations économiques en faveur des Chypriotes turcs (qui avaient été forcés par leurs dirigeants de se regrouper dans les enclaves turques) destinées à les encourager à regagner leurs foyers et leurs propriétés. Ces initiatives entraînèrent une diminution des tensions et l'élimination progressive de la violence intercommunautaire.<sup>33</sup>



### **Négociations intercommunautaires (1968–1974)**

La crise avait réussi au moins à reconcentrer l'attention internationale sur Chypre, et le président Makarios massivement réélu président en 1968, avec plus de 95 pour cent des voix ; irrite non seulement la junte d'Athènes, les Etats-Unis et le Royaume-Uni qui espéraient toujours parvenir à une solution de double enosis du type du 'Plan Acheson', et qui considéraient qu'une Chypre réellement indépendante servirait les desseins soviétiques en Méditerranée, même si ce point de vue était erroné.

Toutefois, sur l'initiative du gouvernement chypriote, des pourparlers intercommunautaires commencèrent en 1968 sous l'égide de l'ONU, en vue de résoudre des questions constitutionnelles. Souvent interrompus par l'impossibilité de se mettre d'accord sur des questions de gouvernement local, les pourparlers se poursuivirent par phases jusqu'en 1974. En dépit des obstacles rencontrés en cours de route, les pourparlers progressaient, lorsque le processus fut interrompu par les événements tragiques survenus durant l'été 1974.<sup>34</sup>

### **L'invasion turque (1974)**

Lorsque les noyaux durs de la junte prirent le pouvoir en Grèce en novembre 1973, les relations entre le président Makarios et la junte militaire furent au point mort. Grivas, rentré à Chypre avec la bénédiction de la junte afin de diriger un mouvement clandestin contre la politique de Makarios, mourut au début de 1974, ce qui renforça le pouvoir des éléments de la junte cherchant à renverser l'archevêque. Une combinaison d'étroitesse d'esprit et de fanatisme conduisit au coup d'Etat de la junte contre Makarios en juillet 1974.

La Grande-Bretagne refusa d'honorer ses obligations en vertu du Traité de garantie, fournissant ainsi à la Turquie un prétexte pour envahir Chypre. Le président Makarios survécut au coup d'Etat et fut rapidement emmené en lieu sûr à Malte par les Britanniques, qui le retinrent alors pendant la nuit, si bien qu'il lui fut impossible d'assister aux délibérations du Conseil de Sécurité de l'ONU à New York et d'obtenir une résolution de l'ONU plus forte, exigeant le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Les forces armées turques envahirent Chypre le 20 juillet. Le même jour, le Conseil de Sécurité de l'ONU demanda la fin de l'intervention militaire étrangère à Chypre. Tandis que la Turquie continuait à consolider sa position et à

avancer, malgré une trêve, la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie entamèrent des négociations frénétiques à Genève. A ce moment-là, le gouvernement britannique, après s'être initialement montré indigné, s'aligna sur la politique américaine, alors essentiellement aux mains du Secrétaire d'Etat et directeur du Conseil de sécurité nationale, Henry Kissinger.

La Turquie s'empara alors près de 37 pour cent du territoire de Chypre, par une seconde attaque militaire massive, à la mi-août.<sup>35</sup> Ce fut un acte brutal : 180 000 Chypriotes grecs furent expulsés de leurs foyers et déplacés dans la partie sud de l'île. Quelque 20 000 autres, qui tentèrent de rester, furent finalement forcés de partir eux aussi.

En 1983, la Turquie instigua une "déclaration unilatérale d'indépendance" dans la partie occupée de Chypre, ajoutant la tentative de sécession à ses autres actes d'agression. Le monde condamna cette mesure, tandis que le Conseil de Sécurité de l'ONU la déclara "légalement invalide".

Malheureusement, l'occupation turque se poursuit jusqu'à ce jour, en dépit de plusieurs résolutions de l'ONU demandant le retrait des troupes étrangères et des colons.<sup>36</sup>

### **Conséquences**

L'invasion - et en particulier les échanges diplomatiques secrets qui y ont conduit - demeurent encore une affaire obscure, et le gouvernement américain a été accusé d'avoir au moins toléré le coup d'Etat à Chypre ainsi que l'invasion et l'occupation turques. le gouvernement américain avait donné son consentement à l'occupation de plus d'un tiers de Chypre par la Turquie.

En conséquence de l'invasion et de l'occupation, la Grande-Bretagne souhaite renoncer aux bases souveraines,<sup>37</sup> Kissinger exerça des pressions sur le gouvernement britannique, qualifiant Chypre de pièce importante de l'échiquier mondial et soulignant l'importance de l'île, selon lui, dans le conflit arabo-israélien. Cela n'avait rien de surprenant, puisqu'il avait écrit, en 1957 déjà, que Chypre devait être une zone d'étape pour le Moyen-Orient.

avec les troupes turques occupant plus d'un tiers de l'île, et avec la position géographique de Chypre toujours considérée comme importante pour la stratégie américaine au Moyen-Orient, Le gouvernement turc fait jouer ses revendications sur certains îlots et sur le plateau continental de la Grèce avec sa position concernant Chypre, et associe cela aux intérêts stratégiques des grandes puissances, il n'est alors pas difficile de voir pourquoi les négociations sont jalonnées de difficultés.<sup>38</sup> Environ 160 000 colons illégaux vivent à présent dans la partie occupée de Chypre, dépassant déjà en nombre la population chypriote turque originelle, qui s'est réduite à près de la moitié de son nombre originel de 116 000, en raison de l'émigration, créant des tensions naissantes intra-turques. Compte tenu également des troupes d'occupation composées de 43 000 soldats, il est clair qu'un déséquilibre démographique massif a été imposé artificiellement dans l'île.

La purification ethnique, le changement de noms de lieux, la colonisation systématique et la destruction du patrimoine culturel et religieux, chrétien et hellénique, font partie du processus délibéré de "turquisation" des régions occupées de Chypre. Un certain nombre de Chypriotes déplacés ont également gagné des procès contre la Turquie pour privation de leurs propriétés, dont la plupart sont à présent habitées par des colons illégaux.<sup>39</sup>

Parmi les conséquences de la crise chypriote, les divergences virulentes entre les alliés de la Grèce et ceux de la Turquie d'une part, et entre la Turquie et les membres influents au sein de l'UE au sujet du statut de chypre du nord, en incluant même la question du non-respect des droits de l'homme dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'union européen.<sup>40</sup>

En bref, un grand nombre de propositions allaient fortement à l'encontre de l'esprit du droit de l'Union européenne, en particulier ceux concernant le droit à la libre circulation et au libre établissement des personnes ; N'en prétextant que les desseins agressifs d'une puissance occupant illégalement un autre pays (la Turquie).<sup>41</sup>

### **La Russie et ses visées expansionnistes en méditerranée orientale : le moyen orient.**

La question méditerranéenne sous la forme classique du problème de l'ouverture sur les Détroits peut être considérée comme une constante de l'histoire de la politique

extérieure russe puis soviétique, élément du « grand dessein » que l'Empire vise à accomplir au Proche-Orient

Et en Méditerranée, la stratégie russe puis soviétique se développe dans le cadre des contraintes géopolitiques constantes sur ses marges méridionales. Lieu d'exercice de la vocation particulière du monde slave à étendre son influence civilisatrice, espace où se déroule de manière séculaire l'affrontement avec l'Occident, la Méditerranée est au centre d'une thématique messianique développée par les Russes puis par les Soviétiques.<sup>42</sup>

### **La poussée russe en Méditerranée s'exerce**

Cependant sur un espace relativement délimité : l'intersection des deux lignes Nord-Sud et Est-Ouest délimite un terrain d'action complexe. Globalement, la portion de cet espace concernée par l'influence russe est constituée par le littoral balkanique, la zone des Détroits, Bosphore et Dardanelles, et l'ensemble du Machrek, Libye incluse. Telle peut être définie l'aire méditerranéenne de l'influence russe aux plus forts moments de la politique « impériale ».

### **Un enjeu traditionnel**

Les multiples conflits qui opposaient au 19<sup>e</sup> siècle l'Empire russe à l'Empire ottoman, les « treize guerres », ont des motifs multiples : protection des minorités chrétiennes d'Orient, des populations slaves des Balkans et recherche d'un débouché méditerranéen.

En même temps, cette mission revêt un caractère universel : celle de l'hégémonie slave et de la revanche russe face à l'Occident.<sup>43</sup> Mais il consacre surtout les prémices d'un ordre diplomatique orchestré par l'Europe.

C'est à cette nouvelle coalition que la Russie allait se heurter en 1853 à propos des Lieux Saints, querelle qui conduisit à la guerre de Crimée et à ses conclusions peu favorables à une expansion territoriale éventuelle de l'Empire russe vers les Détroits et la Méditerranée.

En même temps, les clauses rédhitoires du traité de Paris (1856), qui excluaient la flotte russe de la Mer noire, interdisaient la construction de toute fortification et dérobaient aux Russes l'accès au delta du Danube, constituèrent une source de

frustration et de ressentiment qui n'allait pas être sans conséquences sur la politique du tsar Alexandre II : l'échec du projet méditerranéen appelait une solution de rechange, une zone où la Russie put étendre son influence.

Dès lors, suivant les termes alléchants et excessivement optimistes d'un mémorandum présenté par le ministre des Affaires étrangères Alexandre Gortchakov, le tsar tourne ses ambitions conquérantes vers l'Asie, c'est -à-dire le Moyen et l'Extrême-Orient. Cette « nouvelle donne » de l'expansion russe, n'évacue que provisoirement le contentieux méditerranéen : en 1877, la guerre contre l'Empire ottoman est de nouveau à l'ordre du jour, et les troupes russes aux portes de Constantinople.

Articulation essentielle de la politique russe en Méditerranée, la question des Détroits entretient de nouvelles ambitions russes au début de la première guerre mondiale, lorsque l'effort militaire déjà vacillant de l'Empire en 1915 est sollicité dans le cadre de la Triple Entente, lors de la campagne des Dardanelles. En échange d'une participation active contre l'Empire ottoman, visant à isoler les puissances centrales ; l'accord secret conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie le 12 mars 1915 accordait à cette dernière le principe d'une annexion de Constantinople, la partie occidentale du littoral du Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles, la partie méridionale de la Thrace ainsi qu'une portion du littoral de l'Asie mineure, entre le Bosphore et l'embouchure du fleuve Sakarya ; d'une part, et le golfe d'Izmit, d'autre part. Enfin, les petites îles de la mer de Marmara, ainsi que les îles égéennes d'Imbros et Tenedos, points stratégiques qui surveillent en Méditerranée le débouché des Détroits, étaient également incluses dans cette sphère d'influence russe.

Assorti d'engagements réciproques, notamment en ce qui concerne la confirmation de la prééminence britannique dans le canal de Suez et le Golfe persique, l'accord anglo-russe taillait une part importante pour la Russie dans la perspective du démantèlement futur de l'Empire ottoman, ce dernier aspect prenant une forme plus précise au moment de la signature des accords Sykes-Picot de 1916. Mais, pour l'heure, l'échec de l'offensive des Dardanelles (avril 1915- janvier 1916) avait retardé d'autant la réalisation de cette promesse, ce dont témoigne Churchill.<sup>44</sup>

Nécessairement ajourné par l'échec de l'offensive alliée dans les Dardanelles, le contenu de l'accord anglo-russe est quasiment renouvelé dans les clauses des accords

Sykes-Picot signés à Petrograd en 1916 : outre les concessions territoriales importantes qu'elle obtient en Asie mineure, la Russie se voit octroyer un rôle peu négligeable au Proche-Orient. Ainsi est-elle censée contribuer à la gestion internationale de la Palestine en tant que « protectrice traditionnelle des orthodoxes », concession d'autant plus facilement accordée par les Britanniques qu'ils craignaient une présence trop exclusive des Français.

Quelle qu'en soit la portée, ces accords qui semblaient parachever les efforts diplomatiques et les ambitions conquérantes de la Russie allaient rester lettre morte : la déflagration de 1917, la victoire des Bolcheviks et celle, conséquente, des mots d'ordre défaitistes semblent introduire un « nouveau cours » ; qui, au nom de la sauvegarde de la Révolution, met en sourdine toute velléité d'expansion territoriale.

Dénoncés avec superbe par Lénine comme les résultats d'une machination impérialiste, l'accord anglo-russe de 1915 de même que les accords Sykes-Picot sont répudiés : le nouveau gouvernement entend alors affirmer sa répugnance à annexer des territoires étrangers et surtout signer une paix séparée que la politique patriotique du gouvernement provisoire avait jusque-là évitée.<sup>45</sup>

Milioukov, ministre des Affaires étrangères de l'éphémère gouvernement Kerenski ait justifié en ces termes, devant la Douma, la poursuite de la participation russe au conflit : « Nous ne mettrons pas fin à la guerre sans nous être assurés un débouché sur la mer libre. L'annexion des Détroits n'aurait pas un caractère territorial car l'immense Russie n'a pas besoin de nouveaux territoires mais elle ne peut connaître la prospérité si elle n'a pas accès à la mer libre ».<sup>46</sup> Ces propos, d'ailleurs non désavoués par le commissaire aux Affaires étrangères Trotsky, posaient encore en termes classiques la question méditerranéenne. Cependant, cette dernière allait à nouveau se développer, une fois l'Etat soviétique consolidé, sous un double aspect, celui de la diplomatie et celui du messianisme révolutionnaire.<sup>47</sup>

### **Diplomatie soviétique et stratégies communistes en méditerranée orientale**

A bien des égards, la politique extérieure que l'Etat soviétique inaugurée à l'aube des années 1920 s'inscrit dans une certaine continuité qu'explique la permanence du caractère géostratégique des débouchés méditerranéens. En ce sens au moins, l'Etat qui succède à l'Empire ottoman au terme de la première guerre mondiale et de la

révolution kémaliste de 1918-1922 reste l'élément central de la politique soviétique en Méditerranée orientale. De plus, entre 1918 et 1921, le contexte de la guerre civile et celui de l'intervention étrangère renforce le caractère éminemment stratégique de la Turquie qui « protège » le flanc méridional de la Russie soviétique. Cette constatation rapidement faite impose donc au gouvernement bolchevique une politique de rapprochement dont il n'est pas toujours aisé, de part et d'autre, de discerner, à travers le voile des arguments idéologiques, les motivations réelles.

En 1919, la nouvelle de la révolution kémaliste est accueillie avec plus d'enthousiasme en Russie qu'elle est interprétée comme le prolongement de la révolution d'Octobre : ainsi, les *izvestia* la désigne « comme la première révolution des Soviets en Asie ». En ce sens, dans l'attente d'une hypothétique révolution européenne, celle qui se déroulait en Turquie apparaissait volontiers comme l'avant-garde d'un mouvement qui allait enflammer l'ensemble du monde musulman, ou tout au moins le Proche et le Moyen-Orient. En mars 1921, au 10<sup>e</sup> congrès du PCR, Staline avait déclaré avec emphase que « la Turquie, qui est le pays le plus développé sur le plan politique parmi les peuples musulmans, a pris la bannière de la révolution et rallié autour d'elle les peuples d'Orient contre l'impérialisme ».

C'est précisément au nom de cette solidarité, et pour rompre avec les sombres engagements du régime tsariste, que le gouvernement bolchevique annule l'accord anglo-russe de 1915 ainsi que les accords Sykes-Picot en déclarant que « Constantinople doit rester aux mains des Musulmans ».<sup>48</sup>

Cette interprétation excessivement optimiste de la révolution kémaliste entraîne une réappréciation du problème de l'ouverture vers les mers chaudes. Ainsi un article de l'*Zyestia* sur la révolution turque déclare-t-il que « la fameuse question des Dardanelles a pris désormais un aspect différent, Aujourd'hui, la révolution turque a rendu les Dardanelles aux masses turques, et à travers elles, au prolétariat mondial qui inclut aussi le prolétariat russe. Ainsi, ce que l'impérialisme n'a pas réussi à réaliser pendant des siècles d'intrigues tombe maintenant comme un fruit mûr entre les mains des travailleurs russes ».

Profitant de la demande de révision du traité de Lausanne (démilitarisation des Détroits) par le gouvernement turc en avril 1936, motivée par la poussée croissante de l'Italie en Méditerranée orientale, l'URSS allait tirer un certain profit de la conférence

de Montreux (France) qui se réunit entre le 22 juin et le 29 juillet 1936. Les clauses de la convention de Montreux accordent, en effet, des avantages considérables aux Soviétiques : à la différence des Etats non riverains de la Mer noire, l'URSS reçoit le droit de faire passer ses navires de guerre à travers les Détroits sans restriction de nombre et de tonnage.

Cependant, la Convention « limite le passage des sous-marins à des cas exceptionnels si bien que les sous-marins soviétiques en Méditerranée proviendront de la flotte de l'Arctique et devront passer par le détroit de Gibraltar »<sup>49</sup>, et maintient l'entière souveraineté de la Turquie sur les Détroits ; ce qui explique que Staline en ait contesté les clauses en 1945, alors que les historiens soviétiques de l'époque s'accordaient à y voir « une victoire fantastique pour la diplomatie soviétique ».

L'autre aspect, et non le moindre, de « l'implantation » soviétique en Méditerranée concerne les rapports que l'URSS entretient, par l'intermédiaire du Komintern, fondé en 1919 par Lénine, avec les partis communistes locaux des pays riverains de la Méditerranée orientale. Même embryonnaires et souvent réduits à l'impuissance par l'administration des puissances coloniales ou mandataires souvent hostiles, ces groupes jouent un rôle, au moins dans l'imaginaire politique de Moscou qui, grâce à l'appréciation plus ou moins exacte de ses experts, semble vouloir reconstituer à sa manière les vieux rêves hégémoniques du siècle passé. Ainsi, dès les années 1920, des groupes ou des partis communistes existent en Turquie, en Syrie et au Liban, en Palestine et en Egypte, à des degrés divers d'organisation. Leur existence, éphémère pour certains d'entre eux (les PC turc et égyptien sont rapidement interdits et leurs membres efficacement pourchassés), ne révèle sans doute pas nécessairement l'existence d'une stratégie véritable du Komintern à l'égard des pays de la Méditerranée orientale : la fragmentation et la faiblesse relative de ces groupes rendent cette vision tout à fait anachronique.

En dehors du PC syro-libanais et du PC palestinien, qui font preuve d'une vigueur exceptionnelle, les autres ne jouent encore qu'un rôle négligeable. En revanche, constitués bien souvent par des « contingents » minoritaires (Juifs, Arméniens, Arabes chrétiens, etc.), leur existence est révélatrice des clivages inhérents à la structure multi-ethnique locale ». Les problèmes que soulève l'adaptation du marxisme-



léninisme aux sociétés rurales et encore profondément religieuses du Proche-Orient sont innombrables.

Après les avatars du pacte germano-soviétique (23 août 1939) dont les conséquences sont importantes au Levant, l'URSS gagne, avec l'effondrement de l'Axe (l'Allemagne, l'Italie et le Japon), l'image d'une puissance « protectrice de l'indépendance des pays du Levant »<sup>50</sup>.

Cependant, il reste difficile d'affirmer que Moscou ait établi des rapports constants et directs avec les PC du Levant : même le PC syro-libanais, qui fait figure de « leader » (affilié au Komintern), n'entretient pas de liens directs avec Moscou et conserve pour principal interlocuteur le Parti communiste français. De même, les différentes et souvent concurrentes cellules égyptiennes ont été mises en contact avec des membres du Parti communiste italien exilés en Egypte pendant la période mussolinienne, ce qui allait préparer le PCI à assumer le rôle « d'un partenaire privilégié de la stratégie du Kremlin en Méditerranée » à partir de la fin des années 1950. C'est précisément pendant cette période que l'URSS, une fois achevée la reconstruction de l'après-guerre et sur le point de parvenir à la parité nucléaire avec les Etats-Unis, prépare son ultime entrée en force sur le théâtre méditerranéen.

### **Conclusion :**

La méditerranée en général, l'Orientale en particulier, était et demeure toujours le lieu de convoitise, de conflits et le précurseur de paix, le levant, proche et moyen orient, canal du suez, chypre, crête, la Grèce, et tant bien d'autres endroits représentent des « poches » de conflits qui marque l'histoire de cette région si stratégique sur le plan des relations internationales.

Tout au long des 19ème et 20ème siècles, les intérêts des grandes puissances constituent l'élément déclencheur de ces conflits. La question d'Orient été le socle et le manifeste de ces conflits ; l'indépendance nationale tant chanté par les peuples soumis de grès ou de force au pouvoir turc (ottoman) se métamorphose avec l'esprit d'expansionnisme français, britannique, austro-hongrois, italien, russo-soviétique, américain, en dégageant des conflits multidimensionnels dans cette sphère si stratégique.

**Notes de références :**

- <sup>1</sup> - Georges corm, l'Europe & l'orient, de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie, édition Bouchene, alger, 1990. P 7.
- <sup>2</sup> - Samya el mechat, la méditerranée « paix et conflits entre les nations », Cahiers de la Méditerranée, 70 | 2006, PP.1-3
- <sup>3</sup> - Un système basé sur l'équilibre des forces en europe, et prévoit une paix de cent ans, décidé au congrès de vienne de 1815 à l'issue des guerres napoléoniennes (1796-1815).
- <sup>4</sup> - appellation faite par le tsar russe Nicolas 1<sup>er</sup> au cours de la guerre de Crimée (1853-1856).
- <sup>5</sup> - Statut politique initié par les réformes de 1839 (dites de kolkhaneh ou goulkhanet) et puis élargies en 1856 (hamaéon). Ces réformes instaurent un statut juridique et politique aux différentes communautés qui compose l'empire ottoman.
- <sup>6</sup> - François-Charles Mougel & Séverine Pacteau, Histoire des relations internationales 19e et 20e siècles col que sais-je ?, PUF, 2011, P. 13.
- <sup>7</sup> - Georges corm, Op.cit., P. 13. Renouvin (pierre), Histoire des relations internationales, les crises du 20ème siècle, paris, Hachette, v1, sded, p. 31.
- <sup>8</sup> - Samya el mechat, Op.cit., P.14.
- <sup>9</sup> - François-Charles Mougel & Séverine Pacteau, Op.cit., p 15.
- <sup>10</sup> - Samya el mechat, Op.cit., P. 15.
- <sup>11</sup> - Ibid, P. 16.
- <sup>12</sup> - CaHuet Albéric, la question d'orient dans l'histoire contemporaine (1821-1905), Dujarric et cie, paris, 1905, P. 67.
- <sup>13</sup> - corm, Op.cit., P. 23.
- <sup>14</sup> - CaHuet Albéric, Op.cit., P69, voir aussi : Samya el mechat, Op.cit., P. 17.
- <sup>15</sup> - el mechat, P.18.
- <sup>16</sup> - de l'expression yeni çeri = nouveau soldat, le corps d'élite du Sultan composé en grande partie de Grecs et de Slaves, enlevés à leur famille alors qu'ils étaient adolescents, convertis à l'islam et ayant reçu une formation militaire intense
- <sup>17</sup> - il faut à noter qu'en 1605, le Duc de Savoie revendiqua Chypre en raison de son lien dynastique avec Catherine Cornaro et envahit l'île. Ses forces furent massacrées. Cf, CaHuet Albéric, Op.cit., P 82.
- <sup>18</sup> - un médiateur en quelque sorte entre la population assujettie et le sultan.
- <sup>19</sup> - William mallinson, CHYPRE APERCU HISTORIQUE, Publié par le Bureau de Presse et d'Information, République de Chypre, 2010, consultable sur le site web : [www.moi.gov.cy/pio](http://www.moi.gov.cy/pio).
- <sup>20</sup> - Ibidem. Voir aussi : Michel Salomon, Méditerranée rouge, Le nouvel empire soviétique, Paris, R. Laffont, 1970, P. 79.
- <sup>21</sup> - Renouvin, Op.cit, P 39.
- <sup>22</sup> - Georges corm, la nouvelle question d'orient, éditions Apic, Alger, 2018., PP. 20-21.
- <sup>23</sup> - Michel Salomon, Op.cit., P. 81.
- <sup>24</sup> - stéphane yerasimos, questions d'orient, frontières et minorités des balkans au caucase, la découverte/luvres hérodote, paris, 1993, p. 37
- <sup>25</sup> - Ibid, P 38, voir aussi William mallinson, Op.cit., PP. 23-24.
- <sup>26</sup> - Ibidem.

- <sup>27</sup> - Fever (guy) et autres, le moyen orient contemporain, paris, 1975, P93, voir aussi, William mallinson, Op.cit., P.25.
- <sup>28</sup> - Ibid, P. 26.
- <sup>29</sup> - stéphane yerasimos, P. 45. Voir aussi : William mallinson, Op.cit., P26.
- <sup>30</sup> - mallinson, Op.cit., P. 27.
- <sup>31</sup> - Hervé Coutau-Bégarie, « Mare Nostrum. Esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée », Hérodote, 45, 2e trimestre 1987, P. 9.
- <sup>32</sup> - il avait accepté de quitter l'île en 1960, il y retourne en 1964 pour prendre le commandement de la Garde Nationale, il quitte de nouveau le pays en 1967 et il y retourne secrètement en 1970, voir ; mallinson, Op.cit., P. 27.
- <sup>33</sup> -Ibid, P.28.
- <sup>34</sup> - Ibid, P. 29.
- <sup>35</sup> - Ibid, P. 30.
- <sup>36</sup> Ibid, P.31.
- <sup>37</sup> - Hervé Coutau-Bégarie, Op.cit., P10.
- <sup>38</sup> - Ibid, P12. Voir aussi ; mallinson, Op.cit., P.32.
- <sup>39</sup> - Ibid, P.33.
- <sup>40</sup> - Lewis Bernard, islam et laïcité, la naissance de la turquie moderne, Fayard, paris, 1988, P.65, mallinson, Op.cit.,P. 34.
- <sup>41</sup> - Ibid, P. 35. Voir aussi : Colombe Marcel, orient arabe et non-engagement, V1, publications orientalistes de France, paris, 1973, P. 109.
- <sup>42</sup> - Taline Ter Minassian, Les avatars du « grand dessein » Russe, In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°32, octobre-décembre, 1991. La Méditerranée. Affrontements et dialogues. pp. 65-74; [https://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_1991\\_num\\_32\\_1\\_2455](https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1991_num_32_1_2455) Fichier pdf
- <sup>43</sup> - Dans ce sillage Dostoïevski défendait-il en 1877 l'entreprise belliqueuse du tsar Alexandre II contre les Ottomans : « *Il faut que la Corne d'Or et Constantinople soient nôtres ... car non seulement c'est un port illustre qui maîtrise les détroits, " centre de l'Univers ", " Arche de la Terre ", mais car la Russie, ce formidable géant, doit enfin s'évader de sa chambre close où il a grandi au point que sa tête en vient à heurter le plafond, pour remplir ses poumons de l'air libre des mers et des océans ... Notre mission va beaucoup plus loin, plus profond. Nous autres, Russes, sommes vraiment indispensables à toute la chrétienté orientale et à l'avenir de l'orthodoxie sur terre jusqu'à ce que son unité s'accomplisse. Nos peuples et nos Tsars l'ont toujours su ... Bref, cette obsédante question d'Orient est notre destinée future. C'est certes là que réside notre principal souci mais surtout la seule chance de parfaire notre histoire, c'est là que demeure certes notre conflit avec l'Europe mais surtout notre alliance suprême avec celle-ci sur des bases neuves et fécondes. L'Europe pourra-t-elle alors s'opposer à ce dessein vital et sacré ? Dès lors, peu importe l'issue de cette guerre. En Europe, on va sans doute négocier, signer des accords diplomatiques, mais tôt ou tard, Constantinople sera nôtre même s'il nous faut encore attendre cent ans* ».D'après F.M. Dostoïevski, « De ce que Constantinople doit être nôtre », Journal d'un écrivain, dans Œuvres complètes, Saint-Pétersbourg, 1895, voir : Taline Ter Minassian, Ibid.
- <sup>44</sup> - « Ainsi se flétrirent tous les espoirs de pouvoir établir un contact direct et permanent avec la Russie ... L'évacuation de Gallipoli dissipa les rêves russes. Aux

heures les plus sombres, sous le fouet de Ludendorff, chassée de Pologne, chassée de Galicie, ses armées subissant désastre sur désastre, risquant l'anéantissement, souvent sans armes, le coût de la vie ne cessant de monter dans son vaste empire isolé, la Russie avait constamment soutenu son courage en comptant sur la magnifique récompense que constituait Constantinople » , voir Ibidem.

<sup>45</sup> - Ibid, P. 67.

<sup>46</sup> - Cité par Michel Salomon, Méditerranée rouge, Le nouvel empire soviétique, Paris, R. Laffont, 1970, p. 87.

<sup>47</sup> - Ibid, P. 68.

<sup>48</sup> - -Lewis Bernard, islam et laïcité, la naissance de la turquie moderne, fayard, paris, 1988, P 42.

<sup>49</sup> - Cf. Hervé Coutau-Bégarie, « Mare Nostrum. Esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée », Hérodote, 45, 2e trimestre 1987, pp. 31-60.

<sup>50</sup> - Maxime Rodinson, Marxisme et monde musulman, Paris, Le Seuil, 1972, p. 432.

### **BIBLIOGRAPHIE :**

1- Bernard (Lewis), islam et laïcité, la naissance de la turquie moderne, fayard, paris, 1988.

CaHuet (Albéric), la question d'orient dans l'histoire contemporaine (1821-1905), Dujarric et cie, paris, 1905.

2- corm (Georges), l'europe&l'orient , de la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie, ed.

Bouchene, alger, 1990.

3-corm (Georges) la nouvelle question d'orient,éditions Apic, Alger, 2018.

4-Colombe (Marcel), orient arabe et non-engagement, V1+v2, publications orientalistes de France, paris, 1973.

5- Coutau-Bégarie (Hervé), « Mare Nostrum. Esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée », Hérodote, 45, 2e trimestre ,1987.

6- Dostoïevski (F.M), « De ce que Constantinople doit être nôtre », Journal d'un écrivain, dans Œuvres complètes, Saint-Pétersbourg, 1895

7-el mechat (Samya), la méditerranée « paix et conflits entre les nations », Cahiers de la Méditerranée, 70 | 2006

8-Fever (guy) et autres, le moyen orient contemporain, paris, 1975.

9- Mougel (François-Charles) & Pacteau(Séverine), Histoire des relations internationales 19e et 20e siècles col que sais-je ?, PUF, 2011.

10-Renouvin (pierre), Histoire des relations internationales, les crises du 20<sup>ème</sup> siècle, paris, Hachette, v1, v2, sded.

11- Rodinson (Maxime), Marxisme et monde musulman, Paris, Le Seuil, 1972

12-Salomon (Michel), Méditerranée rouge, Le nouvel empire soviétique, Paris, R. Laffont, 1970

13- Taline Ter Minassian, Les avatars du « grand dessein » Russe, In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°32, octobre-décembre, 1991. La Méditerranée. Affrontements et dialogues. pp. 65-74; [https://www.persee.fr/doc/xxs\\_0294-1759\\_1991\\_num\\_32\\_1\\_2455](https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1991_num_32_1_2455) Fichier pdf

14- yerasimos (Stéphane), questions d'orient, frontières et minorités des balkans au caucase, la découverte/luvres hérodote, paris, 1993.